

Il y a dix ans... les perspectives énergétiques en Méditerranée

Houda Ben Jannet*

@ 46060

Il y a dix ans, je publiais dans La Revue de l'Énergie un article intitulé : «Les perspectives énergétiques en Méditerranée à l'horizon 2030 : un avenir énergétique durable appelle une transition énergétique véritable». Cet article était tiré du numéro spécial de notre revue GEM, publié à l'occasion de la célébration des 20 ans de l'OME (Observatoire Méditerranéen de l'Énergie) et de notre publication phare MEP 2011 «Mediterranean Energy Perspectives 2011».

Dans cet article, j'ai d'abord fait le point sur la situation énergétique en Méditerranée pour ensuite présenter les perspectives à 2030 selon les scénarios de l'OME et les principaux enjeux énergétiques dans la région.

Et si je devais rédiger le même article aujourd'hui, qu'est-ce qui changerait? Que s'est-il passé au cours des dix dernières années? Et les perspectives énergétiques dans la région sont-elles toujours porteuses des mêmes messages que ceux d'il y a dix ans?

En dix ans... le contexte énergétique en Méditerranée : des inégalités qui persistent et des fragilités qui s'accroissent en dépit de la marche dans le chemin de la transition énergétique

Dix ans se sont écoulés depuis la parution de cet article. Dix ans caractérisés par des bouleversements qui n'ont cessé de se cumuler, avec des conséquences socio-économiques et des défis majeurs, y compris et surtout dans le secteur de l'énergie; des enjeux et des défis considérables et de plus en plus problématiques.

* OME.

De la révolution du Jasmin qui a fait tache d'huile dans plusieurs pays voisins, en passant par la crise énergétique, la montée des préoccupations liées au changement climatique et ses impacts néfastes déjà avérés sur notre région, l'Accord de Paris sur le climat adopté en 2015, la pandémie de la Covid-19 toujours présente, et pour couronner le tout la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine et qui impacte fortement le secteur énergétique à l'échelle globale en général et à l'échelle de la région méditerranéenne en particulier, mais aussi qui menace la sécurité alimentaire du monde entier. Dix ans sans répit!

Il y a dix ans, les pays méditerranéens représentaient 7 % de la population mondiale, contribuaient à hauteur de 10 % au PIB global et 8 % à la consommation énergétique mondiale. Aujourd'hui, représentant toujours 7 % de la population mondiale, la région ne contribue plus qu'à hauteur de 7 % au PIB global et 7 % de la consommation énergétique mondiale. Le poids de la région à l'échelle mondiale s'est donc affaibli, mais son engagement dans la voie de la transition énergétique commence à porter ses fruits avec une intensité énergétique régionale en baisse de 10 % en dix ans et une intensité carbone en baisse de 13 % au cours de la même période.

Mais force est de constater que les inégalités persistent dans la région. Les pays nord méditerranéens ont en effet pris le lead sur la mise en œuvre de la transition énergétique, en particulier dans les domaines du développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Par ailleurs, malgré la forte augmentation de la demande d'énergie et d'électricité au Sud, d'importantes disparités subsistent entre les deux rives. En effet, un citoyen du nord de la Méditerranée consomme encore 2,2 fois plus d'énergie et 2,6 fois plus d'électricité qu'un citoyen du Sud.

Pour ce qui est du mix énergétique, le gaz naturel continue à s'imposer surtout au Sud, tandis que les énergies renouvelables dominent la croissance énergétique au Nord. En 2018, le gaz naturel représentait 30 % de la demande totale d'énergie dans toute la région et 40 % de la demande totale d'énergie dans le Sud. Après un démarrage relativement tardif par rapport à d'autres parties du monde, les énergies renouvelables ont enregistré une forte augmentation en Méditerranée ces dernières années grâce à une combinaison de mesures politiques favorables, d'innovation technologique, de réduction des coûts et de programmes de financement attractifs. La part des énergies renouvelables représentait 10 % de la demande énergétique méditerranéenne totale en 2018 (22 % au Nord).

En matière d'approvisionnement énergétique, la Méditerranée dispose de 4,1 % des réserves mondiales prouvées de pétrole. Environ 70 % des réserves de pétrole de la région se trouvent en Libye. La région possède également 4,5 % des réserves mondiales de gaz naturel. La part de l'Algérie est de près de 50 %. De nombreuses zones du sud de la Méditerranée, en particulier *offshore*, sont encore inexplorées ou sous-explorées pour le pétrole et le gaz naturel. Par ailleurs, les faits majeurs au cours des dix dernières années dans le domaine de l'offre d'énergie dans la région concernent les importantes découvertes de gaz naturel en Égypte et dans la région est méditerranéenne.

Dans l'ensemble, la région méditerranéenne est importatrice nette d'énergie, mais avec des tendances contrastées entre le Nord et le Sud. En effet, alors que la région nord de la Méditerranée réduit sa dépendance énergétique (de 62 % en 2010 à 53 % en 2020), le Sud connaît une tendance inverse, passant d'exportateur net en 2010 à importateur net, avec un taux de dépendance à l'importation actuel de 9 %.

Plus récemment, la région a été durement touchée par la pandémie de Covid-19 en 2020, ramenant la demande d'énergie à 937 Mtep, soit une baisse de 9 % par rapport à 2019. Les pays du nord de la Méditerranée ont été les plus durement touchés, reflétant la sévérité et la durée des confinements mis en place. Pendant les périodes de confinement, les énergies renouvelables ont joué un rôle important, atteignant des pourcentages record en termes de production d'électricité, en partie grâce à leur statut prioritaire.

En conclusion, les tendances passées et actuelles montrent que la croissance démographique et économique continue de façonner et de stimuler la demande énergétique dans la région méditerranéenne et que les hydrocarbures jouent toujours un rôle crucial dans le mix énergétique régional, en particulier dans le Sud. S'éloigner de ces corrélations, en particulier dans le contexte de la reprise de la Covid-19 et de la crise énergétique à laquelle les pays font face suite à la guerre Russie-Ukraine, nécessitera des politiques et des mesures plus fortes, afin de concilier les objectifs à court terme (sécurité d'approvisionnement, reprise économique et création d'emplois) avec les aspirations à plus long terme d'atténuation du changement climatique et de développement socio-économique durable.

Quelles perspectives énergétiques pour les trente ans à venir, dans un monde de plus en plus incertain ? Quels enjeux et quelles priorités ?

S'agissant de perspectives à moyen et long terme, force est de constater que les défis auxquels fait face la région méditerranéenne demeurent les mêmes : réussir la transition énergétique qui concilie sécurité énergétique et lutte contre le changement climatique, mais avec une nuance : le besoin d'aller plus rapidement et que cette transition soit un moteur du développement socio-économique dans la région.

L'OME a publié une mise à jour de ses scénarios à l'occasion de la célébration de ses 30 ans [OME, 2021] avec une extension à l'horizon 2050 et en s'alignant sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays méditerranéens. Les conclusions énoncées il y a dix ans restent valides, avec cependant des ambitions plus fortes affichées du côté des pays nord méditerranéens par le biais du Green Deal de l'Union européenne, mais aussi du côté des pays du Sud qui ont pris des engagements plus ambitieux dans le sens de la décarbonation de leurs économies pour la plupart à l'horizon 2050.

En particulier, un des messages forts que l'OME n'a pas cessé de mettre en avant depuis des années, et bien avant la situation géopolitique actuelle, est que l'un des principaux défis auxquels la région est confrontée est la sécurité énergétique et que la poursuite des tendances actuelles aggravera la situation. En effet, si les pays du Nord devraient maintenir un niveau de dépendance relativement stable d'ici 2050, les pays du Sud verront leur dépendance passer de 9 % actuellement à 30 % d'ici 2050 selon le scénario tendanciel, ce qui aggravera ce qui est déjà une grande préoccupation dans la région.

De même, les scénarios OME mettent clairement en évidence les liens entre la réalisation des objectifs climatiques en Méditerranée et la réalisation de la transition énergétique.

Les avantages vont au-delà d'une sécurité énergétique considérablement améliorée, contribuant également à un apaisement général des tensions, assurant ainsi une plus grande stabilité régionale. La mise en œuvre de la transition énergétique pose les avancées technologiques comme un facteur clé, non seulement par le déploiement des énergies renouvelables, mais aussi par le développement de nouvelles technologies. Parmi les plus attendues figurent le déploiement à grande échelle des technologies de production d'hydrogène et celles liées à la séquestration du carbone. Ces technologies pourraient décoller d'ici 2035 et laisser entrevoir le potentiel d'aller au-delà des CDN. Atteindre la neutralité carbone pour la région nécessiterait également des adaptations des cadres institutionnels et réglementaires à ce nouveau contexte, l'intégration des préoccupations environnementales dans la gouvernance, mais aussi des changements de comportement de grande envergure.

La Méditerranée peut se permettre des objectifs plus ambitieux que ceux des CDN actuelles. Compte tenu des enjeux, mais aussi et surtout des ambitions fortes, des opportunités et des décisions prises par l'Union européenne, de se positionner comme leader dans la lutte contre le changement climatique en se fixant l'objectif ambitieux de la neutralité carbone d'ici 2050, la coopération régionale s'avère très importante pour inverser la tendance actuelle et parvenir à une transition énergétique plus ambitieuse et réussie. Dans ce contexte, le lancement de trois plateformes énergétiques régionales, sous l'égide de l'Union pour la Méditerranée avec le soutien de la Commission européenne, vise à intensifier la coopération énergétique euro-méditerranéenne et à accélérer les progrès vers un développement énergétique durable, équitable et partagé. La stratégie hydrogène de l'UE et la communication sur un nouvel agenda de coopération avec la Méditerranée, qui inclut l'énergie parmi ses priorités, sont également des éléments de réponse clés à soutenir et à renforcer.

Il va sans dire qu'une région euro-méditerranéenne bien interconnectée pour favoriser

le développement économique et améliorer la sécurité d'approvisionnement des consommateurs et la sécurité de la demande des producteurs est cruciale. La dynamique en cours dans la région et les premiers signes incontestables des conséquences du changement climatique devraient alerter l'ensemble de la communauté internationale et pousser vers une action déterminée pour une transition énergétique durable, difficile à réaliser sans une coopération régionale des institutions nationales et internationales, des organisations régionales, les sociétés énergétiques jouant également un rôle clé. Coopérer est indispensable pour atteindre l'objectif commun d'une transition juste et d'une région stable, pacifique et prospère.

Pour revenir au présent, le monde de l'énergie est très fortement bousculé, en raison de l'enchaînement des crises de ces dernières années qui n'ont cessé de l'impacter. En particulier, la situation géopolitique actuelle, qui découle de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, souligne l'importance que revêt la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Aujourd'hui plus que jamais nous assistons aux retours aux fondamentaux : la recherche de la sécurité énergétique et l'accès à une énergie abordable. La sécurité énergétique a repris le dessus et des actions immédiates se justifient afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique et d'atténuer l'impact des prix élevés. La communication intitulée «REPowerEU : Action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable» définit de nouvelles actions visant à accélérer la production d'énergie verte, à diversifier l'approvisionnement et à réduire la demande de gaz russe, qui a conduit à des hausses considérables des prix sur le marché de l'électricité, en raison de manipulations de marché. Une coopération avec les pays méditerranéens fait partie des solutions envisagées par l'Union européenne. Cette coopération se doit d'être forte, inclusive et de conjuguer les solutions aux défis du moment (sécurité d'approvisionnement et accès à l'énergie) avec ceux du plus long terme (décarbonation des économies et développement socio-économique durable). Parmi ces priorités, nous pouvons citer : une

coopération sur les technologies (batteries, stockage, hydrogène...), l'innovation, le renforcement des capacités, les cadres institutionnels et réglementaires adaptés à la transition énergétique recherchée et l'intégration dans la gouvernance des préoccupations environnementales dans le développement économique. Certes, des incertitudes demeurent sur l'étendue de cette crise et son impact, néanmoins renforcer la coopération euro-méditerranéenne dans le domaine d'une transition énergétique juste conciliant sécurité énergétique de tous et neutralité carbone est une stratégie gagnant-gagnant avec des retombées positives allant bien au-delà du secteur de l'énergie, en faveur de la prospérité et la paix dans la région. Il s'agit là d'une belle opportunité : transformer un problème majeur en solution.

Pour conclure, si je devais rédiger le même article aujourd'hui, je l'aurais intitulé «Les perspectives énergétiques en Méditerranée à l'horizon 2050 : un avenir énergétique durable en Méditerranée est un impératif qui appelle une transition énergétique juste, solidaire et accélérée».

RÉFÉRENCE

OME, 2021. Mediterranean Energy Perspectives to 2050 (MEP to 2050), Édition 2021, www.ome.org.

BIOGRAPHIE

Directeur général de l'OME depuis 2013, Dr. **HOUDA BEN JANNET** est diplômée en économie de l'énergie de l'Institut Français du Pétrole (IFP) et titulaire d'un doctorat de l'École nationale supérieure des mines de Paris. Elle dirige le Secrétariat de la plateforme gaz de l'Union pour la Méditerranée depuis 2016. Elle a publié de nombreux articles et contribué à plusieurs ouvrages sur l'énergie en Méditerranée.